

Le retour du chantage à l'énergie

AMID FALJAOUI

On croyait que le chantage au pétrole ou au gaz avait disparu. L'Iran nous a rappelé que cette arme existait encore. La Russie nous a également rappelé notre trop grande dépendance à son égard. Etat des lieux.

A défaut d'avoir une autre guerre dans le golfe persique, va-t-on vers un nouveau chantage au pétrole ? Lorsqu'on lit entre les lignes les propos du président iranien, on pourrait hélas le croire. Engagé dans un bras de fer avec l'Europe et les Etats-Unis sur son programme nucléaire, le président iranien a fait comprendre que son pays – qui est le 3^e exportateur de pétrole au monde – risque de cesser ses exportations. Et pour bien faire comprendre qu'il ne s'agit pas d'une menace en l'air, la banque centrale iranienne a retiré tous ses avoirs en devises placés dans des coffres de l'Union européenne.

C'est une manière de démontrer aux occidentaux – du moins, si ceux-ci traduisent l'Iran devant le conseil de sécurité de l'ONU – qu'en cas de gel des avoirs iraniens, qui pourrait être l'une des sanctions envisagées par l'ONU, cela tournerait mal. En clair, que le pouvoir à Téhéran n'aura pas peur, puisqu'il aura déjà mis à l'abri ses précieuses devises.

L'autre manière de dire aux occidentaux qu'ils doivent se calmer, a consisté à rappeler à ces derniers qu'un arrêt brusque des exportations pétrolières iraniennes aura pour effet de faire grimper le prix du baril. En effet, l'attaque par des militaires armés des installations pétrolières nigériennes a déjà fait du dégât. Ce n'est donc pas le moment d'ajouter une autre crise sur le marché de l'offre pétrolière. D'autant que tous les pays exportateurs pompent déjà leur maximum et qu'une baisse de l'offre ne pourra pas

être immédiatement compensée. Les marchés financiers ont déjà compris le message, puisque le baril de pétrole se rapproche très vite de son prix historique d'août 2005, à savoir 70 dollars le baril.

Alors, est-ce que la messe est dite ? Devra-t-on accepter de voir les prix à la pompe augmenter d'ici peu, si le problème iranien n'est pas résolu ? En clair, faut-il accepter de voir l'Iran posséder l'arme nucléaire en contrepartie d'un baril de pétrole faible ? Heureusement, la réponse est non, car l'Iran agite un sabre de bois. Pourquoi ? Parce que les entrées de devises iraniennes dépendent à 80 % des exportations pétrolières. En clair, si l'Iran utilise l'arme du chantage pétrolier, les autorités du pays marqueront contre leur camp, car si la dépendance au pétrole est des deux côtés, elle est quand même plus forte du côté iranien. Et dans ce cas-là, il est clair que la logique économ-

Tendances

ique devrait s'imposer à la logique politicienne. Néanmoins, il faut savoir que la logique n'est pas toujours respectée en ce bas monde, surtout au Proche-Orient.

UKRAINE

Dans ce débat sur le chantage à l'énergie, il faut également tourner son regard vers la Russie. Chacun s'en souvient, la Russie et l'Ukraine ont finalement décidé de se sauver mutuellement la face, et cela, en signant in extremis un accord sur le prix du gaz russe acheté par l'Ukraine. La Russie s'en est sortie en augmentant le prix du gaz vendu à l'Ukraine, mais l'augmentation a été moins forte que prévu, et l'Ukraine s'en tire aussi par le haut, car le gaz russe sera mélangé à un autre meilleur marché en provenance d'Asie centrale. Bref, le coût moyen par 1.000 m³ de gaz restera relativement abordable pour les Ukrainiens. En fait, derrière cet apparent accord gagnant-gagnant, il y a aussi une partie de *realpolitik*. Les Russes font semblant de lâcher du lest, alors qu'en fait l'Europe est quasiment son seul marché à l'exportation. D'ailleurs, Gazprom – la compagnie gazière sous influence du Kremlin – a préféré trouver un compromis plutôt que de prendre le risque de voir d'autres producteurs prendre des parts de marché à sa place. En effet, si les ruptures de livraisons avaient duré plus longtemps, les clients européens auraient fait appel à d'autres

fournisseurs, comme la Norvège ou les Pays-Bas. Et puis, l'autre raison de cet apaisement, c'est que Gazprom ne peut pas jouer à fond la carte du chantage à l'énergie. A l'inverse d'un fabricant de voitures ou même d'une firme comme Exxon, la firme Gazprom dépend des gazoducs pour livrer son gaz. Or, ce gazoduc traverse l'Ukraine, et donc Gazprom est aussi dépendante du bon vouloir des autorités ukrainiennes. Et puis, il ne faut pas se leurrer, si le Kremlin a joué la carte de l'apaisement, c'est également parce que Vladimir Poutine a pris la présidence du G8 cette année.

Traduction : Vladimir Poutine n'avait donc pas d'autre choix que de sortir rapidement de ce bourbier, sauf évidemment à vouloir donner l'impression à ses partenaires du G8 que la Russie avait remplacé ses missiles nucléaires par le chantage à l'énergie !

Au sein de la Maison Blanche, le débat n'est d'ailleurs pas clos : fallait-il oui ou non laisser M. Poutine présider le G8, et donc lui laisser l'honneur de recevoir en juillet prochain le sommet du G8 ? Les partisans de cette inclusion de M. Poutine disent que c'est la meilleure manière d'aider les Russes à découvrir les joies de la démocratie. En effet, dans le cadre du G8, Vladimir Poutine sera obligé de composer, de rechercher le consensus, et donc d'apprendre à parler avec des partenaires et non pas des vassaux. Le problème, c'est que l'épisode ukrainien a montré que les Russes étaient hélas encore au début

de leur courbe d'expérience démocratique.

En revanche, le grand point positif de cette affaire, c'est qu'elle a servi d'alarme pour les occidentaux : ils ont compris que la politique énergétique russe reste très – trop – connue politiquement, et ils en ont tiré la conclusion suivante : il faudra dorénavant diversifier ses sources d'approvisionnement et sans doute relancer le débat sur le nucléaire.

ABSENCE DE PRÉVISION

Mais sera-ce vraiment le cas ? L'Europe n'a-t-elle pas tout faux en matière d'énergie ? A voir l'attitude de la Commission européenne, on pourrait le croire : l'affaire Gazprom en est le dernier exemple, et les derniers froids sibériens sont venus également confirmer à quel point l'Union européenne dépendait du gaz russe. Alors, bien entendu, pour les spécialistes, cette dépendance n'est pas neuve ; cela fait, par exemple, plus de deux ans que Gérard Mestrallet, le patron de Suez, mais aussi maintenant d'Electrabel, clame sur tous les toits que l'Europe est en danger de par sa trop grande dépendance énergétique. Mais voilà, son cri se perd visiblement dans le désert – la Commission européenne ne semble s'intéresser qu'à la mise en place de la concurrence au sein du secteur de l'énergie. Mais pas du tout au risque de dépendance. La meilleure preuve en est la communication faite par la Commission

sur le sujet en novembre 2005. Dans ce document officiel, il faut attendre la 15e page avant de voir quelques lignes – très courtes – consacrées à la sécurité d’approvisionnement de l’Europe. Tout le reste de la communication est consacré à la mise en place d’une plus grande concurrence. A aucun moment, il n’est fait allusion à Gazprom ou – ce qui revient au même – au fait que l’Europe achète 90 % du gaz russe. Pourtant, pareille dépendance n’a pas l’air de poser problème aux eurocrates de Bruxelles. Mais c’est vrai, il faut être de bon compte, il n’y a pas que la Commission qui est en tort. Ce serait trop facile. Les Etats sont également responsables de cette myopie : ne

serait-ce que parce que les grands Etats n’avaient pas trop envie de mettre leur politique énergétique sur la table des négociations.

La France et l’Allemagne, par exemple, ont pris des chemins opposés en matière d’énergie nucléaire, et, dans les faits, ces deux pays sont plutôt réticents à ouvrir leur marché. Quant à la Grande-Bretagne, elle a longtemps cru qu’elle resterait à l’abri de ce genre de problème, et cela, grâce aux gisements de la mer du Nord. Mais voilà, les choses bougent : depuis 2005, Londres est redevenue importateur net de gaz. C’est un événement qui n’a pas été médiatisé, mais que les spécialistes trou-

vent être plus important que la réélection de Tony Blair !

Que retenir de tout cela ? Que, comme l’électricité ne se stocke pas, le réchauffement climatique est un défi important à relever et que, plus globalement, l’énergie étant la mère de toutes les activités, il faut bien se résoudre à comprendre qu’elle n’est pas un bien comme un autre. Au-delà de la concurrence qui, soit dit en passant, ne s’est pas traduite par une baisse des tarifs, il y a aussi notre sécurité en matière d’approvisionnement. Et là, les gouvernements restent encore bien muets. Malheureusement. ¶